

Mars 2011 N° 49

Editorial

Joie et tristesse

Dans les années 80, mon premier voyage au Tchad: visite du projet de coopérative de tissage. Un choc et un émerveillement!

Un choc parce qu'il y avait un chef traditionnel qui «zonait» dans la coopérative dont il était président. Un émerveillement à voir l'organisation et le travail de la coopérative. Le tissage dit «Dogon», un travail splendide. Du champ de coton au tissu achevé, tout est fait à la main: ramassage, filage, tissage. Entre l'émerveillement et le choc, une réalité: la coopérative a pu se mettre en place grâce au chef qui a «laissé» une (de ses) épouses entrer dans la coopérative. Ce qui a ouvert la porte aux autres femmes de la région!

Décembre 2010, mon dernier voyage à N'Djamena... Près du lieu où je logeais, la coopérative de Broderie, un lieu quasi vide, avec une femme et son enfant qui me dit qu'il y a des semaines où il n'y a aucun client. La coopérative perd des membres. Et les broderies sont de toute beauté, faites d'après des peintures rupestres, sur les tissus Dogon.

Devant attendre l'avion retardé par la neige, nous nous rendons dans un restaurant près de l'aéroport, plutôt chic. Qu'est ce que je vois aux murs? Des broderies, sur tissu Dogon, encadrées! Autre choc!

Drôle de voyage donc, dont la finalité était de mettre un terme aux activités d'Eirene Suisse au Tchad. J'éprouve de la joie et de la tristesse.

J'y ai retrouvé l'ancien coordinateur adjoint d'Eirene international, qui est responsable d'une ONG tchadienne qui fonctionne. Notre dernière volontaire au CSAPR, Cédrine Beney, est rentrée depuis, mais sera remplacée par une volontaire d'une organisation française.

Des contacts se maintiennent au Sud, entre Sahr et les anciens volontaires. L'ancienne coordinatrice d'Eirene International, Geneviève Pillet, habite à Moundou et peut suivre les activités de l'ATNV (Association Tchad Non-Violence).

Suite à la fusion Eirene/GVOM, le Tchad n'est plus une zone d'activité. Mais des liens restent, personnels à défaut d'être institutionnels!

Alain Schwaar



Photo: Thierry Nicola et Mina Neshvad

Sommaire

Rétrospective

d'Eirene Suisse au Tchad

Bien que n'étant pas connue officiellement au Tchad – ne bénéficiant pas d'accord de coopération et ayant toujours fonctionné sous celui d'Eirene international qui dispose d'un bureau de coordination à N'Djaména – Eirene Suisse n'en est pas moins impliquée et active dans ce pays depuis de nombreuses années. De fait, jusqu'en 2000, année où Eirene Suisse a développé ses propres partenariats avec des entités locales, des volontaires suisses étaient intégrés à des projets gérés par Eirene international, tout en étant entièrement pris en charge financièrement par Eirene Suisse. Au moment où Eirene Suisse prend la décision de se retirer de ce pays, il nous semble important d'observer ce qu'a été son engagement. Il se peut que la photo soit floue ou incomplète et que tous les volontaires d'Eirene Suisse ne figurent pas ci-dessous. Veuillez nous en excuser.

Les premiers volontaires d'Eirene international au Tchad sont les **Eggensperger**, un couple germano-suisse arrivé en 1975 à N'Djaména. Le premier président tchadien, Tombalbaye, vient d'être tué. Karl-Heinz enseigne l'allemand, la géographie et l'histoire, Monika l'allemand et la couture, au Collège évangélique. Ils prennent des contacts pour d'éventuels petits projets qui nécessiteraient l'envoi d'autres volontaires.

En 1979, la guerre éclate et le Tchad est quasiment coupé en deux… Il n'y a pratiquement plus de nouvelles… En 1981-82, **Geneviève Pillet** est envoyée par Eirene international dans le Sud du Tchad pour reprendre contact et évaluer les besoins ainsi que les possibilités de collaboration. De cette mission naissent les projets d'Eirene à Sarh et à Djouman. Geneviève est embauchée en 1983 comme coordinatrice d'Eirene international au Tchad. On est alors sous le régime d'Hissein Habré. Avant de pouvoir travailler comme ONG étrangère, il faut obtenir un accord de coopération avec le Tchad ce qui n'est pas facile. «Avec Swissaid, nous avons été les premières ONG à obtenir ce document. Il a fallu 3 mois de patience avec de nombreuses visites au Ministère des Affaires Etrangères pour l'avoir!» se souvient Geneviève.


Photo: Thierry Nicola et Mina Neshvad

Elle est responsable de trois projets fort éloignés les uns des autres: la pré-coopérative «Art Godon» de femmes Foulbé tisserandes à Mombaroua qui avait initié ses activités en 1979 avec l'appui d'un couple de volontaires allemands; un projet de construction à Sahr, au sud du pays, en collaboration avec l'église évangélique au Tchad où le volontaire est chef de chantier de la construction de bâtiments et un projet de santé à Djouman. C'est là que **Josiane et Maurice Binggeli-Huberdeau**, respectivement infirmière en santé communautaire et laborantin, appuient de 1984 à 1988 la mise en place de soins de santé primaire dans les villages, en lien avec les dispensaires et hôpitaux régionaux. **Elisabeth Simon**, infirmière également, poursuit ce projet.

Parallèlement à son travail de coordination, Geneviève est engagée à mi-temps à l'INADES-Formation Tchad (Institut Africain de Développement Economique et Social) pour le soutien aux organisations paysannes. Du travail auprès des paysans surgit l'idée de développer un appui financier adapté aux besoins et aux capacités de gestion des nombreuses organisations nées pendant la période de non-état que le Sud du Tchad vient de vivre. Ainsi, naît l'ASSAILD (Association d'Appui aux Initiatives Locales de Développement) au sein de laquelle Geneviève s'investit, soutenue par Eirene International.

Engagé par Eirene Suisse, **Roger Zürcher**, ingénieur agronome, arrive à Sahr en 2000 pour 3 ans, accompagné de sa femme **Marie-Claude** et leurs 3 enfants. A lui de concrétiser ce qui n'est alors qu'une idée, à savoir le souhait des églises protestantes locales de s'impliquer dans les activités économiques et sociales des communautés. C'est ainsi que le Réseau Action Partage Solidarité (RAPS) naît. Il rassemble des groupements paysans qui bénéficiaient d'appui/conseil, de formation et de mise en réseau; il rassemble aussi des groupements féminins urbains. 2003: «arrivée» du pétrole au Tchad. Roger se rappelle de cette époque où le gouvernement entend profiter de cette manne, qu'importe le sort des paysans. «Le RAPS», explique Roger, «contribue au Réseau de Suivi des Activités liées au Pétrole (RESAP) qui lutte pour une meilleure indemnisation des paysans lors de l'arrachage de leurs arbres avant les forages». Peu de temps après, **Stefan Klopfenstein** effectue son service civil auprès du RAPS.


Femme tisserande «Art Dogon»
Photo: Alain Schwaar

De 2004 à 2007, **Pascale Waelti**, ingénieure agronome, appuie techniquement et participe au renforcement institutionnel du RAPS qui rassemble alors 90 groupements pay-

sans de la région. **David Maumier**, son mari, trouve une place au sein de l'Association de l'Eglise de la Coopération Tchadienne (AECET) où il participe à la mise sur pied du Centre informatique de Kabod (CFIK). Ce centre propose des formations et offre des prestations de service en maintenance. En 2005, **Remy Muller** vient renforcer le secteur agronomie. En mai 2007, l'agronome **Damien Bastian** appuie les domaines agriculture et maraîchage de l'organisation. L'année suivante, **Bertrand Calame**, économiste d'entreprise et civiliste, collabore à la consolidation de la gestion et au développement du volet paix.

L'appui au CFIK se poursuit en 2009 avec l'arrivée de l'informaticien **Thierry Nicola**. Durant 2 ans, celui-ci forme les professeurs d'informatique du centre tout en donnant lui-même des cours. Parallèlement, il fournit un appui institutionnel au centre pour l'aider à assurer sa pérennité. Thierry est accompagné de sa femme **Mina Neshvad**, architecte, qui collabore également aux activités de AECET.

Rentrée en Suisse en janvier 2011, **Cédrine Beney**, administratrice expérimentée pour les projets de promotion de la paix en Afrique, est la dernière volontaire de Eirene au Tchad. Durant deux ans, avec l'organisation de séminaires et de rencontres, l'analyse de dossiers et la contribution aux missions de plaidoyer, Cédrine a apporté un appui technique au Comité de Suivi pour l'Appel à la Paix et la Réconciliation (CSAPR), organisation de promotion de la paix basée à N'Djamena.

B. Faidutti Lueber

Sur la base de témoignages de Geneviève Pillet et Roger Zürcher et d'apports de Cédrine Beney, Josiane et Maurice Binggeli-Huberdeau, David Maumier, Siegfried Scheidegger.

Conférence sur la Paix et la Sécurité au Tchad

De retour du Tchad où elle appuyait depuis 2 ans, dans ses activités de plaidoyer pour la paix, le Comité de Suivi pour l'Appel pour la Paix et la Réconciliation, organisation basée à N'Djamena, Cédrine Bèney a participé à l'organisation et au déroulement de la Conférence sur la Paix et la Sécurité au Tchad.

Le Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation (CSAPR) a organisé une Conférence sur la Paix et la Sécurité au Tchad en novembre dernier dans le cadre de l'«Année de la Paix et de la Sécurité» déclarée par l'Union africaine en 2010. Plus d'une centaine de personnes de différents horizons ont été conviées à participer pendant deux jours à cette manifestation.

En collaboration avec le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), United States Institute of Peace (USIP) et RFK Center for Justice and Human Rights, le CSAPR souhaitait approfondir la réflexion sur la problématique de la paix au Tchad grâce à la participation à la conférence des représentants du gouvernement, des ambassades, des organisations internationales et de la société civile. L'objectif de cette conférence était bien d'analyser, de débattre et de mener la réflexion sur la situation sécuritaire interne et aux frontières du Tchad, afin d'identifier les défis à relever et proposer des solutions aux problèmes identifiés.

Le Premier Ministre, Emmanuel Nadingar, a salué cette initiative et a tenu à rassurer les participants à la conférence sur les progrès sécuritaires que le Tchad a faits en 2010. A ce sujet, le Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration ainsi que celui des Affaires étrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale ont pu confronter leurs idées à celles d'un Expert en programme de Désarmement – Démobilisation – Réinsertion (DDR) et d'un Représentant de l'Eglise catholique. A ce premier panel, qui devait identifier les défis et perspectives de la situation sécuritaire au Tchad, s'en ajoutaient un deuxième sur l'Accord politique du 13 août 2007 et un dernier sur la justice et les Droits de l'Homme dans une perspective de paix.



Photo: CSAPR Emmanuel Nadingar (1er Ministre) et Ky Doulaye Corentin (Ambassadeur Union africaine)

A l'issue des présentations de chaque panel, s'ouvrait un moment de débat permettant la confrontation des différents points de vue et d'idées sur la situation sociopolitique et sécuritaire au Tchad. Pour certains, la situation est en train de se normaliser et les rébellions appartiennent dorénavant au passé. Alors que pour d'autres, rien n'est encore réglé: la paix durable reste à construire, l'injustice est toujours criante tout comme l'impunité, et l'extrême pauvreté est généralisée sur l'ensemble du territoire.

Les participants ont pu s'adresser librement à l'intervenant de leur choix et laisser libre cours à leurs questions et points de vue. Les débats ont été animés, mais placés dans un esprit de fair-play qui est à relever.

«C'est une première que le gouvernement participe à une activité organisée par le CSAPR» a déclaré le Président d'une organisation patronale, assis juste à côté de son homologue syndical. Fort de cette nouvelle expérience, le CSAPR ne manquera pas de la renouveler, après les élections prévues en ce début d'année 2011.

Cédrine Beney

... histoire d'un engagement logique

La promotion de la paix et de la non-violence étant à la base du mouvement lancé en 1957 sur le plan international, l'engagement en faveur du service civil a toujours été un fil rouge d'Eirene.

Fondé en 1963 en tant que branche suisse d'Eirene international, Eirene Suisse a été aux premières loges pour suivre le développement du service civil en Allemagne. La nouvelle constitution allemande de 1949 mentionne déjà que «Nul ne peut être contraint à accomplir un service armé contre sa conscience». En 1956, la 7e révision de cette constitution permet aux objecteurs de conscience de faire un service de remplacement et en janvier 1960, la première loi sur le service civil est adoptée (www.zivildienst.de). Eirene international s'est alors profilé d'une part pour l'accueil de civilistes dans ses bureaux de Neuwied et d'autre part comme institution offrant des possibilités d'effectuer un service civil à l'étranger, au Nord comme au Sud.

Suivant cet exemple, Eirene Suisse s'est engagé dès les années 70 pour la création d'un service civil en Suisse en soutenant les différentes initiatives qui aboutiront, après de longues années, à la loi sur le service civil - acceptée en 1992 et entrée en vigueur en 1996. Dès cette date, un dossier de reconnaissance d'Eirene Suisse comme établissement d'affectation a été soumis à l'organe fédéral du service civil avec des propositions d'affectation dans des pays du Sud (Haïti, Rwanda, Tchad, Nicaragua) et du Nord (Irlande du Nord, Belgique, France) dans le cadre du programme d'Eirene international. Cette dernière proposition causa quelques tourments à l'organe fédéral qui ne disposait pas d'une institution comme la DDC (Direction du Développement et de la coopération) qui puisse se porter garante des affectations au Nord comme c'était le cas dans les pays du Sud. Le Comité tenta de montrer la pertinence d'affectations dans le cadre du programme Nord avec l'appui du Secrétaire général d'Eirene International, Eckehart Fricke, qui fit le déplacement jusqu'à Thoune pour défendre le dossier. Se heurtant à des fins de non-recevoir, le Comité décida de renoncer provisoirement au programme Nord et reçut ensuite rapidement sa reconnaissance pour l'affectation de civiliste dans les pays du Sud.

En décembre 1999, la première affectation put se concrétiser avec le départ de Cédric Amacker, ingénieur forestier, pour un appui à l'Organisation de Développement de Désarmes, Haïti. Depuis les affectations se sont succédées dans les différents pays d'intervention d'Eirene Suisse. Trois civilistes sont actuellemnent au Nicaragua, au Rwanda et en Uruguay.

Au-delà de la richesse des rencontres entre les civilistes et les membres des organisations d'accueil dans les pays d'affectation, le Service civil a apporté une nouvelle dynamique à Eirene Suisse. En accueillant les civilistes et en leur laissant une place pour poursuivre leur engagement, Eirene Suisse a ainsi mobilisé et continue de mobiliser de nouvelles forces.

Nadja et François Godi, coordinatrice et coordinateur d'Eirene Suisse de 1996 à 2007





Photos: Stefano Pennese, Ecole ESAB, Rwanda

Le Conseil fédéral veut réduire l'attrait du service civil!

Depuis l'abolition de l'examen de conscience pour l'admission au service civil en 2009, le nombre de civilistes a été multiplié par 4, à près de 8000 par an. Bien que l'armée ait conclu que cet afflux ne menaçait pas leurs effectifs à moyen terme, le 1er février 2011, le Conseil fédéral a introduit tout un arsenal de chicaneries administratives pour décourager les jeunes d'effectuer du service civil. Plus grave, il a décidé de réintroduire un examen de conscience "light" pour les recrues en service qui demandent d'y être admises; au risque de pousser les jeunes dans la fameuse "voie bleue" (se faire réformer pour des motifs médicaux), stratégie qui, rappelons-le, concerne environ 40% des jeunes aujourd'hui.

Jérôme Strobel

Depuis l'introduction du service civil en Suisse en 1996, Eirene Suisse a envoyé une vingtaine de civilistes auprès de ses partenaires locaux en Haïti, au Tchad, au Rwanda, au Nicaragua ou encore en Uruguay. Toutefois, l'engagement d'Eirene Suisse pour le service civil fait du sens bien au-delà de la possibilité de recourir à des jeunes très motivés de servir la collectivité au-delà des frontières. En effet, le service civil représente une fantastique opportunité de construire ensemble des alternatives non-violentes pour promouvoir la paix.

Service civil ...

... dans la coopération: utopie ou réalité ?

Cédric Reichenbach effectue son service civil au Nicaragua, au sein de Radio La Primerísima, une radio engagée en faveur des pauvres et soutenue par Eirene Suisse. Il sillonne les rues de Managua depuis novembre dernier et, armé de son dictaphone, récolte des témoignages dénonçant des situations de violence et d'extrême pauvreté. C'est de cette manière qu'il a choisi de servir sa patrie: en soutenant la Suisse dans sa mission de coopération au développement.


Radio La Primerísima

(…) Je vous l'accorde, il est souvent facile de se moquer des cours de répétition de l'armée suisse. (...) Cependant, en y repensant plus sérieusement, maintenant que j'effectue depuis trois mois mon service civil au Nicaragua, je ne peux m'empêcher de sentir un profond soulagement et une énorme satisfaction. Pourquoi? Parce que grâce aux Suisses - qui ont choisi de modifier la Constitution pour permettre sous certaines conditions aux citoyens de servir leur pays autrement qu'avec une arme - et grâce à l'ONG Eirene Suisse qui travaille en Amérique centrale, j'ai eu la chance de pouvoir troquer mes cours de répétition avec une expérience humaine et professionnelle hors du commun. Et oui, je suis fier de servir la patrie au Nicaragua dans le domaine de la coopération au développement…

La Suisse destine une partie de son budget à la coopération au développement parce que ses citoyens estiment qu'un pays aussi riche et privilégié que le leur doit, dans la mesure de ses moyens, se montrer solidaire avec les nations moins «chanceuses». Mon affectation à l'étranger participe à cet effort de solidarité avec les pays les plus pauvres. En effet, mon travail à Radio La Primerísima appuie un média «indépendant, révolutionnaire, anti-impérialiste et démocratique» qui met l'accent sur la formation, la promotion de la radiodiffusion participative et communautaire et l'appui à l'enseignement académique de l'art radiophonique; un média dont les émissions diffusées dans l'ensemble du territoire national représentent une des seules sources d'information accessibles à une population souffrant d'un fort taux d'analphabétisme ou ne disposant pas de moyens suffisants pour se procurer un simple journal. Parallèlement, mon travail d'information dirigé vers la Suisse et sollicité par Eirene participe à rapprocher le Nord du Sud, à créer des ponts.

Témoin direct

Certains de mes compatriotes ne voient pas en quoi mon affectation à Managua «sert» à mon pays. Les deux dimensions de mon service civil – appui à un pays pauvre et sensibilisation du Nord – correspondent pourtant aux objectifs poursuivis par la Direction du développement et de la coopération (DDC) qui «a pour objectif de lutter contre la pauvreté». Même si aucun de mes collègues nicaraguayens ne pensent que mon travail va changer quoi que ce soit à leur réalité (en tout cas dans l'immédiat), ils considèrent comme primordial que des personnes du «Primer mundo» se confrontent aux problèmes du «Tercer mundo» et informent le Nord sur ce qu'elles voient. Il est important qu'elles transmettent leur témoignage à leurs familles, à leurs proches et à leurs gouvernements, participant ainsi à une prise de conscience globale des pays riches.

Cela étant dit, mon affectation permet également à la radio de mener des activités qu'elle n'aurait pas les capacités de conduire. Grâce aux appuis financiers venant de Suisse et au fait que je n'ai, en général, pas un emploi du temps aussi surchargé et rigide que mes collègues, je permets à Radio La Primerísima de retransmettre des témoignages auxquels elle aurait dû renoncer étant donné le coût des transports et la grande quantité de secteurs à couvrir ou faute de journalistes disponibles. Mon reportage dans le village totalement inondé de San Francisco Libre l'illustre bien.

Après les pluies diluviennes qui sont tombées au Nicaragua entre juin et octobre 2010, ce village, situé à environ deux heures en bus de Managua, a énormément souffert car il est resté coupé du reste du monde pendant plusieurs jours. J'y suis allé au début du mois de décembre. Les témoignages recueillis ont été largement diffusés, permettant aux sinistrés de se faire entendre dans la capitale.

Image

A San Francisco Libre et partout où je me rends, on me demande d'où je viens et surtout ce que je suis venu faire dans un pays aussi pauvre; j'explique que je travaille pour la Suisse. Aux personnes qui ne connaissent pas mon pays, je crois que je laisse un bon souvenir puisqu'ils sentent que les Suisses se soucient de leur sort; pour les autres, qui voient la Suisse comme le coffre-fort des dictateurs de la planète (ce qui est malheureusement bien souvent le cas), mon passage a peut-être pour effet d'améliorer un peu cette image.

Je ne me fais pas trop d'illusions sur les effets à long terme de mon service civil au Nicaragua. Pourtant, si on rajoute à ce que j'ai tâché d'expliquer jusqu'à maintenant que le coût de mon affectation à l'étranger (billet d'avion, assurance perte de gain, frais administratifs, etc.) est inférieur à ce que ce que coûte un soldat (équipement, entrainement, alimentation, encadrement, transport, munition, assurance perte de gain etc.) aux contribuables suisses, je crois pouvoir affirmer sans peur que je sers ma patrie au moins aussi bien que n'importe quel soldat.

Cédric Reichenbach

Pour écouter Cédric cliquer sur **www.radiolaprimerísima.com/** le soir entre 19h et 20h

... au sein d'une télévision participative

Dans le cadre de son service civil, Julien Nicolet, anthropologue, historien et vidéaste, renforce depuis octobre 2010, et durant 8 mois, l'équipe d'une télévision communautaire uruguayenne.


Photo: Arbol

Accompagner un jeune dans son quotidien au sein d'un centre de correction juvénile; suivre le regard d'un gosse nous présentant sa communauté, ses amis, ses jeux; découvrir le monde des «clasificadores», ces personnes que l'on croise tous les jours dans les rues de Montevideo, sur leur char tiré par un cheval ou directement dans les poubelles en train de trier les déchets, à travers les yeux de l'un d'eux… Bienvenue à la télévision participative !

En 2003, l'année suivant la crise économique qui avait secoué l'Uruguay et dont les blessures sont encore présentes, naissait le projet Árbol (arbre en espagnol), **http://www.arbol.org.uy/**. Issu d'une initiative de jeunes vidéastes travaillant pour la chaîne de Montevideo Tevé CIUDAD, l'idée a surgi de créer un espace de télévision participative permettant la démocratisation de l'audiovisuel et de fortifier ainsi le droit à l'expression. Un échange entre le Salvador et l'Uruguay, soutenu à l'époque par GVOM, avait consolidé le projet. Aujourd'hui, Árbol est une ONG à part entière, qui, tout en ayant gardé ses liens avec Tevé CIUDAD, diffuse ses images avec la télévision nationale de l'Uruguay (TNU).

N'importe qui peut s'inscrire auprès d'Árbol pour réaliser une vidéo communautaire. Il s'agit d'offrir une voix aux Uruguayens qui n'ont pas accès aux médias. Par communauté, on entend simplement le cercle dans lequel on vit. Cela peut être un quartier, une école, une prison, un centre de désintoxication. Árbol organise des ateliers gratuits et ouverts à tous pour enseigner les bases de l'audiovisuel. Ces ateliers invitent également à réfléchir aux raisons pour lesquelles on désire réaliser un film et à ce que ce film cherche à véhiculer. En plus de prêter le matériel (caméras, micros, trépieds, etc.), les membres d'Árbol accompagnent, si nécessaire, les groupes dans la réalisation, offrant, par exemple, un coup de main avec le montage des images. Au-delà de la vision grand public, des projections sont organisées sur les lieux de tournage.

J'ai eu l'occasion d'assister à plusieurs d'entre elles et c'est toujours un moment fort en émotion. Ces projections jouent un rôle important dans le sentiment de coexistence et d'estime de soi. Les gens se voient en grand écran et sont les «stars» l'espace d'un moment. Pour les personnes extérieures à la communauté, c'est une occasion de découvrir un monde vu et décrit de l'intérieur. Une travailleuse sociale a, par exemple, réalisé un documentaire sur son quartier, «quartier compliqué», comme ils disent ici et dont les médias ne parlent qu'en négatif: un vol ici, un meurtre là... Les médias ne commentent pas tous les aspects positifs qui s'y déroulent: le journal local, les mouvements sportifs, les groupes de musiques, les théâtres… En les filmant, cette travailleuse sociale a fait ressortir la beauté là où elle n'est pas évidente à voir. Pour les membres du quartier, c'est une mise en valeur, et pour toute personne extérieure, c'est un apprentissage.

Comment fonctionne Árbol ?

Árbol est géré par un collectif de 25 volontaires, qui prennent les décisions pour les tâches à réaliser dans les trois secteurs que sont la formation, la production et la gestion. Le premier secteur s'occupe de réaliser les ateliers d'audiovisuel. Le secteur de production, où je me trouve, s'occupe du prêt du matériel ainsi que de la réalisation d'une courte interview des réalisateurs de chaque vidéo communautaire, interview qui est diffusée juste avant la vidéo. C'est également ce secteur qui assure l'aspect technique lors des projections de quartier. Enfin, le secteur de gestion permet de coordonner tout ce travail.

Les groupes qui s'inscrivent pour réaliser une vidéo communautaire proviennent de tout le pays, ce qui signifie que nous avons souvent à nous déplacer, une aubaine pour un civiliste qui ne demande qu'à découvrir ce magnifique pays du maté, de la viande grillée et du candombe!

Depuis la création d'Árbol, plus de 100 vidéos communautaires ont pu être réalisées et diffusées. Très concrètement, elles ne doivent pas dépasser 12 minutes: nous avons 15 minutes à disposition sur les chaînes de télévision et il faut ajouter les 3 minutes d'interview des réalisateurs. Ceux-ci (qui ne figurent pas forcément dans la vidéo) expliquent pourquoi ils ont décidé de réaliser cette vidéo et le message qu'ils comptent faire passer. Les sujets sont d'une très grande variété.

Entre changement et progrès, tout est relatif

Le fait de pouvoir travailler dans ce projet m'offre l'opportunité de rencontrer toutes sortes de personnes d'appartenances politiques, sociales et culturelles très différentes. C'est un beau panorama de la diversité uruguayenne! Je m'enrichis chaque jour de ces rencontres, de ces échanges, de ces collaborations. Je pense que l'on s'engage souvent dans la coopération avec l'ambition de changer les choses, d'aider, mais l'on se rend compte, parfois, que c'est aussi à nous de changer. En Europe, nous sommes à la pointe du progrès technique. Pourtant nous ne connaissons pas la télévision participative. Cela prouve que le progrès est une notion relative.

Julien Nicolet

... au 16, Boulevard du Pont d'Arve

David Pellegrini a passé 4 mois au bureau d'Eirene Suisse. Venu renforcer l'équipe de coordination qui avait fort à faire suite à la fusion, il s'est très rapidement intégré et s'est notamment impliqué dans les activités de recherche de fonds.

Comment es-tu arrivé à Eirene Suisse pour ton service civil ?
Je cherchais, depuis la fin de l'année 2009, un moyen pour mettre un pied dans le monde de la coopération internationale et acquérir une première expérience dans ce domaine, après avoir passé plus de 5 ans dans celui de l'industrie.

Quelques mois après le début de mes recherches, le service civil s'est rappelé à mon bon souvenir en m'indiquant que j'avais encore un certain nombre de semaines à effectuer et que cela devait être fait dans l'année en cours.

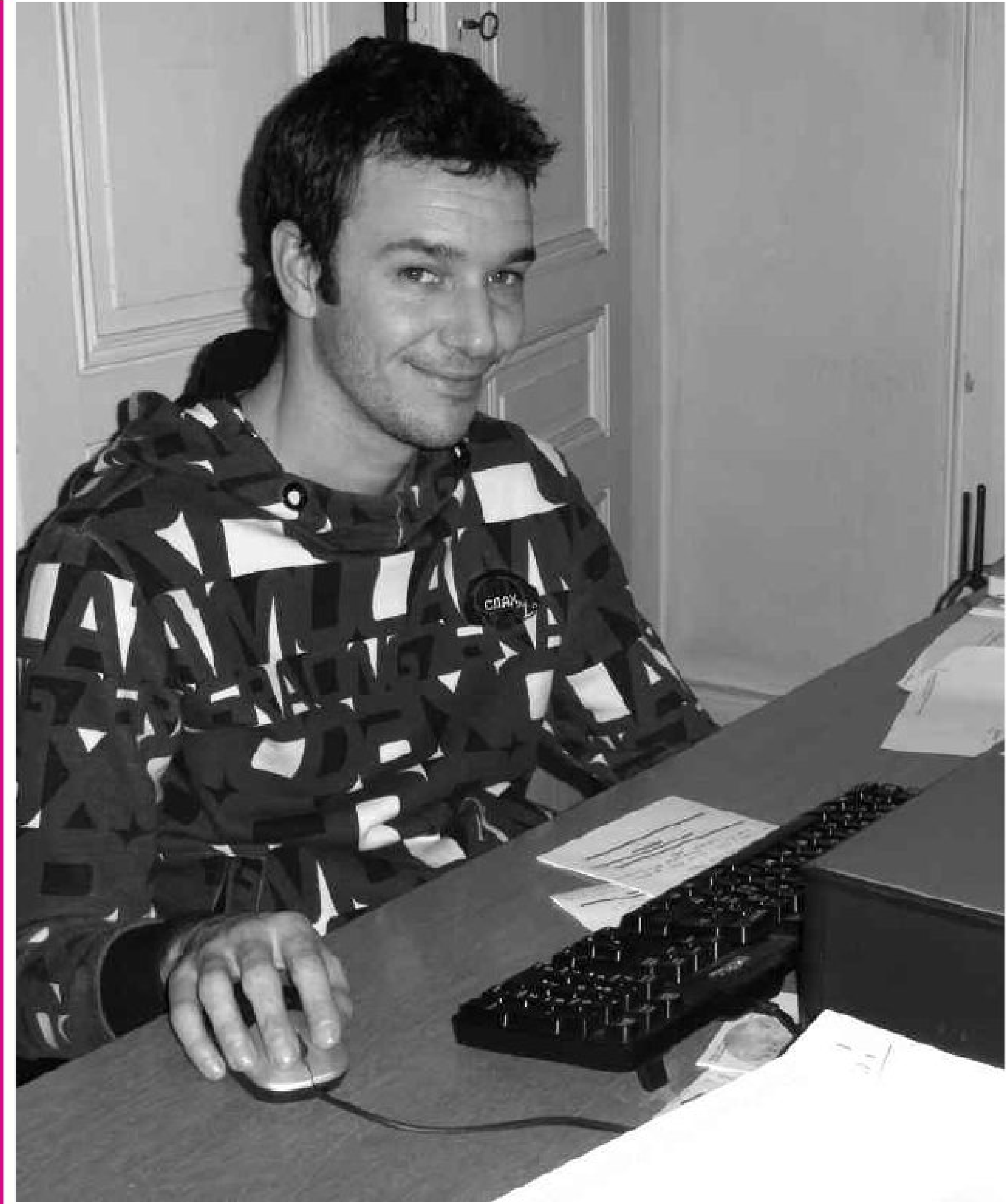
J'y ai alors vu une double opportunité: le service civil allait m'ouvrir les portes d'institutions œuvrant dans la coopération internationale que je pourrai découvrir tout en écoulant mes jours de service.

C'est en cherchant un établissement d'affectation et un cahier des charges correspondant à mes attentes que je suis tombé sur celui d'assistant de coordination en Suisse pour Eirene. J'ai donc pris contact avec Jérôme Strobel à la fin du printemps 2009; mais à ce moment-là, en pleine fusion avec GVOM, l'association n'avait pas la possibilité d'accueillir un civiliste. Ce n'était que partie remise puisque, quelques mois plus tard, j'étais recontacté par Eirene qui, après un entretien d'évaluation, me proposait de rejoindre l'équipe de coordination dès la mi-septembre. J'ai accepté la proposition avec joie et je n'ai, à aucun moment, regretté d'avoir rejoint l'équipe, bien au contraire…

C'est ta première affectation en tant que civiliste?
Non, c'est ma dernière. J'ai effectué le reste de mon service civil à la Centrale du Service civil, chez Emmaüs et au centre horticole de Lullier.

Que fais-tu concrètement?
Ma tâche principale est d'assister Béatrice Faidutti Lueber pour la recherche de fonds. C'est une activité dont je connaissais l'existence sans jamais l'avoir pratiquée auparavant. J'ai donc eu beaucoup à apprendre lors de mes premières semaines, fort heureusement toujours très bien entouré et guidé par ma responsable. Le «mariage» entre GVOM et Eirene m'a également permis de m'impliquer dans d'autres aspects de la vie d'une organisation comme Eirene: la mise en place et l'utilisation d'une base de données et d'un intranet, la recherche d'un nouveau nom pour la nouvelle entité, la participation aux réunions d'équipe, la rencontre avec les volontaires sur le départ, etc…

Après ces quelques mois, penses-tu qu'effectuer son service civil au sein d'une ONG en Suisse a un sens ?
Pour moi oui, certainement, mais je suis conscient que c'est un point de vue très personnel. J'accomplis mon devoir de citoyen en mettant mes compétences au service d'une organisation dont je partage les valeurs et les objectifs. J'acquiers et je développe de nouvelles connaissances qui me seront utiles bien au-delà de mon affectation; et quand je rencontre les civilistes qui partent sur le terrain avec Eirene, j'ai la chance de pouvoir me dire qu'ils partent aussi grâce au travail qui est effectué toute l'année par l'équipe de coordination dont je fais partie.
La question que je me pose en revanche et que je me suis toujours posée: effectuer son armée en Suisse, pays neutre de surcroît, a-t-il un sens autre que dépenser inutilement nos impôts ?...


Photo: Béatrice Faidutti Lueber

David Pellegrini et Béatrice Faidutti Lueber

Civilistes au Bd du Pont D'Arve

Depuis 2010, trois civilistes sont venus appuyer l'équipe de salariés et découvrir notre fonctionnement. Il s'agit de Stefano Pennese, Eric Pasquier et David Pellegrini.

Trois nouveaux civilistes, Cédric Châtelanat, Bastien Poscia et Benoît Meystre sont attendus en 2011.

Départ

Elisabeth Dans le cadre du projet «Renforcer la prise en charge psycho-sociale des traumatismes au Rwanda», cette psychothérapeute spécialisée dans le traitement des traumatismes effectue une mission de 3 mois – auprès de l'Association Modeste et Innocent, à Butare. Il s'agit d'un projet qui allie formation du personnel local rwandais et appui conseil lors des consultations individuelles, notamment dans la perspective de la préparation de la semaine de commémoration du génocide en avril et de ses possibles conséquences sur la population.

Courriel

A tous nos membres et sympathisants

Notre base de données contient vos coordonnées postales pour l'envoi du journal. Toutefois, il nous serait très utile d'avoir également votre adresse courriel, si vous en avez une. Cela nous permettrait d'économiser sur les frais de port lors de l'envoi des attestations de dons pour les impôts, d'invitations aux assemblées générales et autres informations.

Merci de bien vouloir nous communiquer votre adresse à **info@eirenesuisse.ch**

D'autre part, deux fois par mois, nous envoyons par courriel une infolettre qui contient des informations d'intérêt général comme les lettres circulaires de nos volontaires, des articles de presse, des annonces de cours ou d'événements liées à nos activités, des offres d'emploi, etc. Si vous souhaitez recevoir cette lettre, il vous suffit de nous le signaler à l'adresse courriel sus-mentionnée.

Rosemarie Fournier



Bd Pont d'Arve 16 - 1205 Genève
Tél: 022 321 85 56
info@eirenesuisse.ch
www.eirenesuisse.ch

Cotisation annuelle: Frs 50.-
CCP: Eirene Suisse - La Chaux-de-Fonds 23-5046-2

Journal adressé aux membres de l'Association Eirene Suisse ainsi que sur abonnement
Abonnement: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber
Ont participé à ce numéro: **Textes**: A. Schwaar, B. Faidutti Lueber, C. Beney, N. et F. Godi, J. Strobel, C. Reichenbach, J. Nicolet, R. Fournier, Oliver Lüthi
Photos: T. Nicola et M. Neshvad, A. Schwaar, S. Pennese, Árbol, B. Faidutti Lueber, CSAPR, La Primerísima, L. Zierke
Traductions: S. Schmassmann, E. Lueber
Relecture: F. Haberstich, R. Fournier
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch





März 2011 N° 49

Minen

Kampf gegen den Bergbau*

Vor einigen Wochen hat die ganze Welt auf Chile geschaut, als dort 33 verschüttete Kumpel nach über 60 Tagen lebend aus der Tiefe einer Kupfermine geborgen wurden. Unter dem Blitzlichtgewitter der internationalen Presse wusste das Land und vor allem dessen Präsident Sebastian Piñera die gelungene Rettungsaktion geschickt als Beweis für den chilenischen Fortschritt zu verkaufen.

In den Stunden der Glücks war nicht der richtige Moment um darauf hinzuweisen, dass es sich beim Bergbau in ganz Lateinamerika um ein eminent politisches Thema handelt. Nichts bewegt die politische Öffentlichkeit in zahlreichen Ländern des Kontinents derzeit mehr, als die Diskussion über die Umweltverträglichkeit und die Zulässigkeit von grossen Minenprojekten. Im Zentrum der Diskussionen stehen dabei nicht so sehr die Projekte im Untertagebau wie im Falle der Kupfermine in Chile, sondern diejenigen im Übertagebau. In letzterem Fall werden die Bodenschätze direkt an der Erdoberfläche abgebaut und hinterlassen neben verschmutztem Grundwasser in der Regel riesige offene Krater, welche vom gewaltsamen Eingriff in die Natur zeugen.

Im Zentrum der Aufmerksamkeit stand dabei in den vergangenen Wochen der Streit über die Rechtmässigkeit der Ausbeutung einer Goldmine in Costa Rica. Dabei ging es um den Abbau von 700'000 Goldunzen (1 Unze = 28 Gramm) im Übertagebau durch ein über ausländisches Kapital finanziertes nationales Minenunternehmen in Crucitas im Norden des Landes. Das für den Abbau vorgesehene Gold hätte einen Marktwert von über 800 Millionen Franken gehabt und sollte neben dem verantwortlichen Unternehmen auch dem costaricanischen Staat Einnahmen im hohen zweistelligen Millionenbereich garantieren. Die entsprechende Konzession war bereits im Jahre 2001 erteilt worden, und im Jahre 2008 hatte der damalige costaricanische Präsident Oscar Arias die Mine per Dekret zu nationalem Interesse erklärt. Nichtsdestotrotz hatte in der Folge ein Verwaltungsgericht das Minenprojekt aufgrund der Klage einer Umweltorganisation gestoppt.

Dasselbe Verwaltungsgericht hat nun im vergangenen November die Abbaubewilligung für Crucitas annulliert, wegen gravierender Mängel im Prozess zur Konzessionsvergabe. Das zuständige Minenunternehmen wurde zu einer Entschädigungszahlung wegen der begangenen Umweltschäden verurteilt und gleichzeitig eine Strafuntersuchung gegen den ehemaligen Präsidenten Oscar Arias und hohe Verwaltungsfunktionäre eröffnet. Das Urteil des Verwaltungsgerichts war ein grosser Erfolg für die Umweltbewegung Costa Ricas und zahlreiche Interessengruppen aus der Umgebung der Mine im Norden des Landes. Während Jahren hatten diese erfolglos gegen Crucitas und die im Verbund mit der Regierung scheinbar übermächtige Minenlobby angekämpft. Noch in den Wochen vor dem Urteilsspruch hatte das verantwortliche Minenunternehmen eine millionenschwere Werbekampagne im costaricanischen Fernsehen durchgeführt, um die Bevölkerung von den angeblichen Vorteilen des Bergbaus zu überzeugen.

Der Bergbau gerät inzwischen nicht nur in Costa Rica unter Druck. In Panama laufen Umweltgruppen gegen ein neues Minengesetz Sturm, welches die Beteiligung ausländischer Staastunternehmen an panamaischen Minenprojekten vorsieht. In El Salvador hat der Kampf gegen die Minengiganten in den vergangen Jahren zur Ermordung mehrerer Umweltaktivisten geführt. Und in Guatemala schliesslich sah sich die Regierung im vergangenen Juni wegen vermuteter Schäden an Mensch und Umwelt gezwungen, die Schliessung der grössten Goldmine im Land anzukündigen. Vor allem dieser letzte Fall hat hohe Wellen geworfen und aufgezeigt, wie wirksam ein entschlossenes Vorgehen der Zivilbevölkerung im Verbund mit der sozialen Bewegung sein kann. Nichtsdestotrotz zeigt gerade der Fall der Goldmine Marlin in Guatemala wie schwierig und steinig der Weg ist, ein solch grosses Projekt zum Scheitern zu bringen. So hat die guatemaltekische Regierung zwar angekündigt, die Mine zu schliessen und den entsprechenden Verwaltungsprozess in Gang zu setzen. Letzterer zieht sich aber inzwischen seit Monaten hin. Und ansonsten bestreitet die Regierung, dass es im Zusammenhang mit der Mine Marlin verseuchtes Wasser, Krankheiten oder Bedarf zum Schutz von Personen gibt.

Oliver Lüthi

Aktivisten demonstrieren vor dem Presidentenpalast in Costa Rica gegen die Mina Crucitas. Foto Laura Zierke/Voces Nuestras.



*Dieser Artikel ist in ähnlicher Form erstmalig im November 2010 in der Zeitung „comtext“ der Gewerkschaft Kommunikation erschienen.

Abreise

Elisabeth

Die auf die Behandlung von Traumata spezialisierte Psychotherapeutin Elisabeth leistet einen dreimonatigen Einsatz bei der Association Modeste et Innocent AMI in Butare im Suden Rwandas. Sie unterstützt die lokalen Mitarbeiter im Rahmen des Projektes "Verstärkung der psychosozialen Betreuung von Traumata in Rwanda". Dieses Projekt verbindet die Weiterbildung der lokalen Mitarbeiter der AMI et die Unterstützung und Beratung von traumatisierten Personen im Rahmen von Einzelsitzungen, speziell um sie angemessen auf die Trauerwoche vorzubereiten (Erinnerung an den Völkermord im April).

E-Mail-Adresse

An unsere Mitglieder und Gönner

Unser Datensatz enthält Ihre Postanschrift für die Zusendung unserer Zeitung. Es wäre uns sehr gedient, wenn wir auch Ihre E-Mail-Adresse hätten, sofern Sie über eine solche verfügen. Wenn wir Ihnen unsere Mitteilungen und die Einladung zur Generalversammlung auf diesem Weg an Sie richten könnten, würde uns dies gestatten unsere Spesen zu verringern.

Vielen Dank für Ihre Mitteilung auf info@eirenesuisse.ch

Wir verschicken zweimal monatlich unseren Informationsbrief, der allgemeine Informationen enthält, wie auch Berichte unserer Praktikanten, Presseartikel und Hinweise auf Veranstaltungen in unserem Umfeld. Wenn Sie diesen Informationsbrief erhalten möchten danken wir für eine diesbezügliche Mitteilung per E-Mail.

Rosemarie Fournier

Fotos

In Folge der Fusion von Eirene und GVOM haben wir beschlossen, unsere Aktivitäten im Tschad einzustellen. Eirene Suisse hat sich während Jahren im Tschad engagiert; die Entscheidung ist uns deshalb nicht leicht gefallen. Weiter unten findet Ihr Eindrücke aus diesem Land, festgehalten von Thierry Micola und Mina Neshvad, Freiwilligen die 2010 aus Sahr zurückgekehrt sind. Sie zeigen die Realität im Süden des Landes - im Norden braucht es zum Fotografieren eine explizite Bewilligung...



Photos: Thierry Nicola und Mina Neshvad